



- EN DIRECT DES SECTIONS**
- COMMUNIQUE DE PRESSE : 5 centres de finances publiques fermés dans le Gers le 1 janvier 2018 ?
 - La CGT des finances publiques en Ariège dénonce les fermetures de triseries
 - Services publics dans les Alpes de Haute Provence : LA CASSE !
 - Saint André les Alpes : Les commerçants défendent le service des impôts des entreprises !
 - Grève ENTP : Belle mobilisation pour la défense de la formation professionnelle
 - Démantèlement du réseau : dans la Somme, la continuité dans le changement est en marche...
 - Restructurations dans les Hautes-Pyrénées : la direction choisit d'espérer le débat
 - L'action continue dans le Rhône : Mobilisation à Tarare le 22 juin
 - Projet de fusion des RAN dans le Rhône : action à Villefranche-sur-Saône

Suivez-nous sur facebook ou twitter :

<https://www.facebook.com/cgt.finpubl/>

(CGT Finances Publiques)

https://twitter.com/cgt_finpub

(Synd. Nat. CGT Finances Publiques)



Cher(e) Camarade,

Nouveau Président, nouveau gouvernement, nouvelle Assemblée : même politique ! C'est le bilan des premiers mois de l'action politique actuelle, avec une volonté claire : mener la guerre au monde du travail, aux salariés...

L'annonce d'une nouvelle loi Travail dont même le gouvernement ou le MEDEF ne prétend pas qu'elle créera de l'emploi, est emblématique d'une politique dédiée uniquement au capital.

Pour la CGT, cette loi Travail concerne l'ensemble des salariés : du privé, des fonctionnaires, des agents de la DGRF. La preuve : l'axe central de cette loi est de remettre en cause le code du Travail, de détruire la négociation au niveau des branches et donc au niveau national et fait largement écho à ce que nous dénonçons et nous combattons à la DGRF : la destruction méthodique des règles de gestion nationales pour laisser la place à l'arbitraire des directeurs locaux... Rien d'autre que l'accord d'entreprise prenant le pas sur la négociation collective ; si on compare un peu : on ne mettra pas longtemps à trouver les points communs entre les salariés du privé et les agents des Finances publiques.

Par la suite, c'est l'annonce de 5 milliards d'économie pour l'État pour la seule année 2017... 268 millions pour Bercy, le retour du jour de carence. Pas de surprise : simplement la casse programmée de nos missions, de nos rémunérations, de nos droits et garanties... Et pour nos concitoyens, de nouvelles complexités dans leur relation au Service public.

Tout cela, aujourd'hui, sans un mot sur la fraude fiscale, sur l'abandon de mesure dévastatrice pour les finances publiques telle que le CICE, etc.

D'ores et déjà, la CGT est intervenue pour dénoncer les mesures prises ou annoncées : tract UFSE ou Fédération des Finances sur le rapport de la Cour des Comptes, tract syndical sur le jour de carence, communiqué UFSE sur ce point, déclaration liminaire au CTR, déclaration de la Fédération au Comité technique ministériel...

D'autres publications vont arriver dans les jours et semaines à venir : tract d'appel à la grève, avec l'objectif de réussir la mobilisation du 12 septembre... pour commencer !

En effet, la CEN a décidé, lors de sa dernière réunion, de se caler sur la stratégie confédérale et de se lancer pleinement dans la lutte sur la loi Travail mais en faisant encore plus que précédemment le lien avec notre situation, et donc, en y liant nos revendications.

Colonne de droite syndiqués: [lettre d'info des sections](#)

- [A](#)
- [A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank